

Les immigrés subsahariens vivant au Maroc

Chienne de vie

REPORTAGE. Les immigrés subsahariens peuplent de plus en plus les villes marocaines et investissent tous les espaces. C'est désormais une réalité avec laquelle le Maroc tente de composer. La preuve en est l'adoption d'une politique migratoire ayant pour objectif la régularisation d'une partie des clandestins présents sur le sol marocain.

PAR KENZA ALAOUÏ



Selon les statistiques officielles, entre 30.000 et 40.000 immigrés subsahariens clandestins vivaient au Maroc. Des chiffres très contestés par les ONG et autres associations œuvrant dans le domaine de l'immigration, qui parlent plutôt de 10.000 immigrés. Une population hétéroclite, aussi bien sur le plan géographique que religieux, qui se bat au quotidien pour survivre ou, au mieux, pour avoir une meilleure qualité de vie sous le ciel marocain. En effet, depuis quelques années, nos rues et nos institutions prennent de la couleur (au sens propre comme au

figuré). Les immigrés subsahariens s'imposent par leur nombre de plus en plus croissant. Il n'est, donc, pas rare d'en croiser dans les feux rouges ou au ras des trottoirs à demander la charité ou encore dans les marchés en leur qualité de porteurs, sans parler de ceux qui évoluent sur les bancs des institutions scolaires ou dans les secteurs public et privé.

Une population hétéroclite

Selon Rachid Badouli, directeur stratégie et développement au sein de la fondation Orient-Occident, les Subsahariens vivant sur le sol marocain se divisent en 3 catégories.

Les immigrés subsahariens ne vivent pas tous dans la précarité.

Il y a d'abord une première partie qui vit dans la précarité et dans des conditions inhumaines dans les frontières du pays. Celle-là est constituée majoritairement de femmes et de mineurs appelés communément (chairmans). Cette catégorie est exploitée, par des réseaux mafieux subsahariens de mendicité dans les villes. Les femmes nigériennes sont les proies faciles de cette traite qui fait de ces immigrés des prostituées qui sont également victimes de viols. C'est, d'ailleurs, ce qui explique le nombre important de jeunes mendiants enceintes qui sillonnent les rues. Quand ces grossesses ne sont pas le fruit de violences sexuelles, elles sont provoquées pour se servir de l'enfant à des fins de mendicité.

Une autre catégorie d'immigrants évoluant au Maroc est constituée de personnes entrées également ou illégalement au Maroc, pour trouver du travail dans le secteur informel. Ils sont orientés et pris en charge par des Subsahariens qui connaissent le terrain et leur trouvent des métiers de fortune, dans le lavage de voitures, dans la menuiserie, dans le gardiennage ou dans les marchés comme porteurs... Le cas échant, ils sont livrés à eux-mêmes et tentent de s'en sortir par leurs propres moyens. C'est notamment le cas de Solange, une jeune femme qui a fui la guerre en République démocratique du

Congo (RDC), en 2011. En racontant son calvaire, elle ponctue son récit poignant par la phrase «*J'ai beaucoup souffert*». En effet, en quittant son pays, en 2001, elle a dû traverser le Congo Brazzaville en pirogue pour rejoindre le Cameroun, puis le Nigéria, le Bénin, ensuite le Burkina Faso pour atteindre le Mali. Là, elle traverse le désert algérien pour arriver au Maroc, bien entendu dans la clandestinité. Une fois au Maroc, elle vivote en faisant la manche et en dormant sous les tables dans un marché à Rabat. «*Cette situation a duré 5 ans jusqu'à ce que je découvre la fondation Orient-Occident à Rabat, en 2006, qui m'a beaucoup aidée. J'ai multiplié les formations au sein de cette institution (couture, broderie, informatique, des cours d'aide soignante...*», nous confie Solange. Bénéficiant de cette formation en plus d'une aide financière, la jeune femme arrive aujourd'hui à se prendre partiellement en charge en confectionnant des produits de couture et de broderie. Elle a enfin un toit. Elle loue une chambre dans un quartier populaire à Rabat.

En quête de stabilité

Démunis et rejetés, ceux qui n'ont pas eu la chance de Solange vivent dans des ghettos, dans des conditions inhumaines. Ils habitent en communauté pour assurer leur sécurité dans des quartiers défavorisés comme Yakoub El Mansour, Takaddoum ou encore El Qariya, à Rabat, où ils sont victimes de racisme. A Casablanca, ils sont concentrés dans le quartier Oulfa. «*L'immigration a toujours été un projet risqué, qui laisse de nombreuses personnes très vulnérables à l'exploitation et aux mauvais traitements, qu'elles déménagent à l'intérieur de leur pays ou dans un autre pays*», affirme un représentant de l'association catholique Caritas. Mais les immigrés subsahariens ne vivent pas tous dans

la précarité. Il est une catégorie de migrants, qui sont de passage ou installés au Maroc, qui ont réussi à trouver la stabilité et l'équilibre qu'ils cherchaient. Etudiants, commerçants, employés... ils vivent en couple ou en communauté et essaient de s'intégrer au sein de leur société d'accueil.

Ouverture d'esprit

A cet égard, l'exemple de Gloria, une réfugiée ivoirienne, est édifiant. En 2010, elle fuit son pays lorsque le conflit éclate. Aujourd'hui, Gloria est heureuse d'avoir trouvé la force de se battre et de trouver les moyens de satisfaire ses besoins quotidiens, en toute autonomie et dignité. «*Je me suis assise sur un trottoir dans le centre de Casablanca et j'ai commencé à tresser les cheveux des gens!*». Quelque temps plus tard, en 2013, Gloria a créé son petit salon de coiffure à Temara, où elle a réussi à se construire une vie en faisant ce qu'elle aimait le plus. Le HCR et l'AMAPPE, une association qui travaille sur la promotion des petites entreprises, l'ont aidée à travers ce processus. Gloria a pu obtenir sa carte de réfugié et un permis de séjour émis par les autorités marocaines, avec

l'espoir de pouvoir mieux s'intégrer dans une société où elle a commencé à reconstruire sa vie depuis déjà plusieurs années. La détermination l'a conduite à participer au Forum mondial des droits humains, qui s'est tenu à Marrakech, en novembre 2014. S'il est vrai que la régularisation des immigrés subsahariens est le premier pas vers leur intégration dans la société marocaine, un long chemin reste à parcourir pour leur permettre de jouir de tous leurs droits, notamment à la scolarisation et à la santé. «*Le ministère de l'Education nationale fait preuve d'une grande ouverture d'esprit. Rien qu'à Rabat, 45 enfants subsahariens sont scolarisés à côté des Marocains. Par contre, ces immigrés ne bénéficient pas de couverture sanitaire. Il faut leur instaurer le Ramed et sensibiliser le ministère de l'Habitat pour qu'ils puissent avoir droit à l'habitat social*», recommande Rachid Badouli. Des recommandations qui ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd. En effet, la Commission européenne compte lancer, cette année, un programme financier "substantiel" en soutien à la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc ■

Régularisations

Plus de 16.000 demandes satisfaites

Le nouvelle politique migratoire, prônée par S.M. le Roi Mohammed VI, a, semble-t-il, donné ses fruits. Et pour cause. Quelque 27.000 demandes de régularisation, en grande partie de migrants originaires d'Afrique noire, ont été déposées en 2014 au Maroc dans le cadre d'une campagne exceptionnelle des autorités, et plus de 16.000 ont à ce jour été acceptées. Pour répondre à l'afflux de migrants aux portes de l'Europe en même temps qu'aux critiques d'ONG de défense des droits de l'Homme sur ce dossier, Rabat avait annoncé une opération

de régularisation valable sur l'ensemble de l'année 2014. Ces chiffres ne sont pas définitifs dans la mesure où certaines commissions provinciales sont toujours en train d'étudier des dossiers, tandis qu'une commission de recours – au sein de laquelle siège une équipe du CNDH – a été instituée dès la mi-2014 pour les dossiers rejetés. Parmi les bénéficiaires d'un avis favorable figurent 9.202 femmes et 6.232 hommes. En outre, si un grand nombre de cas concerne des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, 116 nationalités au total sont représentées. ■